



LE MONDE ILLUSTRÉ

## ALBUM UNIVERSEL

Chronique



L'EUROPE échappera-t-elle à la guerre? Bien osé, qui en donnerait l'assurance, et le péril apparaît en effet plus grand que jamais depuis que les concessions successives faites par la France, pour l'éviter, n'ont pas désarmé l'empereur Guillaume. Il faut, en effet, avouer aujourd'hui que les sentiments pacifiques semblent réveiller l'idée de provocation et que plus on veut la paix et travaille pour la préserver, plus la guerre se précipite. La France ne pourrait pas s'humilier davantage sans manquer à ses devoirs, car les chefs d'état détiennent l'honneur de la nation et ce serait du suprême ridicule que de vouloir la paix et aboutir fatalement à la guerre. La décapitation de Delcassé prouve assez que la France est décidée à faire tout ce qu'il faudra pour éviter la guerre, mais empêcher une guerre d'éclater c'est une partie à deux, aussi faut-il le consentement mutuel des deux parties intéressées. Or l'Allemagne ne peut plus reculer. L'attitude de l'empereur sur la question du Maroc engage la nation et la France peut en prendre son parti: tôt ou tard l'agression allemande se manifesterait pour de bon et il lui faudra combattre pour protéger ses frontières. Peut-être mieux vaut-il aujourd'hui que demain. Les graves événements politiques qui se sont produits dans le monde récemment, ont appelé l'attention des hommes d'état d'Europe à la réalité du moment. L'Angleterre, sentant le besoin de se prémunir contre les surprises de son ennemie, l'Allemagne, s'est rapprochée ostensiblement de la France et la visite de M. Loubet en Angleterre et le voyage du Roi Edouard à Paris ont cimenté cette entente cordiale, dont on parle tant en ce moment, — c'est même pour l'Allemagne son plus réel casus-belli — et qui constitue la plus grande sauvegarde de la paix universelle. L'occasion est donc bonne d'éprouver la valeur de cette "entente" entre les deux pays. Est-ce simplement une union platonique ou une alliance formelle? La première ne tient à rien. Elle dépend de la fortune politique des diplomates qui l'ont formée. La deuxième engage la nation et repose sur la puissance militaire de deux pays qui s'unissent pour se défendre contre des ennemis communs.

En signant l'accord du mois d'avril l'Angleterre laissa à la France toutes les responsabilités et les sacrifices qu'elle refusait d'assumer elle-même, s'engageant en retour à appuyer la France au Maroc. La France a pris les responsabilités et se voit aujourd'hui attaquée par l'Allemagne. Si l'Angleterre l'abandonne, la France est isolée et succombe encore une fois sous les hordes germaniques, mais si Albion envoie ses croiseurs bombarder Hambourg et Trieste, pendant que son "alliée" combattra sur terre, la situation n'est plus la même, l'Allemagne devant inévitablement baisser pavillon devant le tricolore et l'union Jack.

Et l'alliance russe, demanderez-vous? Hélas, Guillaume eût gardé le silence si l'alliance russe eût encore valu quelque chose. Guillaume qui rêve la domination de l'Europe pour son pays, a attendu son heure et joué ses pièces en silence. Pousant la Russie à la guerre et à la défaite, il s'est débarrassé de sa grande rivale de l'Est, et il voulait maintenant réduire la France isolée, suivant le vieux précepte que les souverains conquérants ont invariablement mis en pratique pour arriver à leurs ambitieux desseins: semer la division pour régner.

Survint l'accord anglo-français. Guillaume II en fit une colère. La France lui échappait. Il fit alors son historique boutade de Tanger et Edouard VII lui répondit par une visite amicale au Président de la République française. Cette fois c'était sérieux. L'Allemagne se fâcha, tempêta et menaça. Dans l'espoir d'éviter un conflit armé, le gouvernement français sacrifia Delcassé, le ministre coupable d'avoir fait des niches à l'Allemagne, mais c'est apparemment peine perdue. Les relations diplomatiques se gâtent tout à fait devant l'attitude hostile de l'Empereur d'Allemagne et aujourd'hui le monde anxieux attend qu'une dernière bagatelle vienne mettre le feu aux poudres.

La guerre russo-japonaise, pourtant si lamentablement meurtrière, n'aura donc été que la source

de la "grande guerre", la guerre universelle, dont parlaient déjà nos ancêtres. La France, l'Angleterre et l'Espagne d'un côté, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie de l'autre. Neutre sera forcément la Russie, mais il lui faudra défendre sa frontière et force lui sera de prendre les armes avec ou contre la France.

Une guerre universelle!

L'imagination se refuse à concevoir toute l'horreur d'une pareille calamité. Des millions d'hommes entraînés dans un rouage irrésistible, lancés les uns contre les autres dans un but d'extermination. Et cela s'appelle le droit des peuples, ce fanatisme armé, qui a fait de la civilisation moderne la négation du droit, en inventant la doctrine du droit du plus fort. Le temps semble être arrivé où les nations se sentant à l'étroit en Europe, vont s'égorger entre elles pour faire de la place.

\* \* \*

M. Rouvier, à qui incombe la tâche de continuer le programme anti-national de ses devanciers, a remis à l'ordre du jour la question du Concordat, dans l'espoir d'en finir avec cet "anachronisme" avant les élections générales. Tous les gouvernements qui se sont succédés depuis Waldeck Rousseau ont une peur atroce du suffrage universel, dont ils se réclament pourtant. On ne sait jamais: le flot qui les porta au pouvoir peut fort bien les emporter dans l'abîme. Aussi, pressés d'en finir, nos radicaux avaient-ils résolu de supprimer les débats, multiplier les séances et voter enfin cette fameuse séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui leur tient tant au coeur, mais en dépit de la hâte fiévreuse apportée à son achèvement la grande réforme n'a pu encore être accomplie. Les conspirateurs ont été interrompus dans leur triste besogne par un brale-bas de combat au-delà des frontières de la République et force leur est de remettre à plus tard l'opération définitive, qui délivrera la France du joug du cléricalisme.

Le premier article du Concordat dit: "La religion catholique et romaine est la religion de la majorité des français". Depuis deux ans le gouvernement de cette majorité, mentant à sa maxime constitutionnelle, cherche par tous les moyens à détruire la religion de cette même majorité sans interroger la nation, à tuer le patriotisme national de la France. Pour arriver à ses fins il a violé sans hésitation les lois sacrées de justice et de liberté; il a pratiqué les spoliations les plus effrontées, allumant la guerre religieuse aux quatre coins de la France catholique; il a érigé en doctrine la persécution, fermant les églises et chassant les prêtres; empoisonnant par la délation et le mensonge l'esprit de l'armée, il en a détruit la grandeur et la puissance par des lois insensées. Et quand après tant de défections, sonne l'heure du péril national, on s'affolle, on s'humilie et on tremble, trop heureux de se jeter dans les bras d'un rival séculaire, pour pourvoir, si possible, à la sécurité des frontières du pays et de l'honneur de la nation.

Ainsi donc, l'oeuvre d'iniquité n'est pas encore accomplie, que déjà le jour de justice se lève! La France désunie, affaiblie moralement et matériellement, meurtrie et humiliée, se débat contre le spectre de la guerre, incapable de se retirer du chaos, où l'ont plongée les Rousseau, les Rouvier et les Combe. La France n'aura plus jamais de guerre, disaient ces démolisseurs, s'endormant dans une fausse sécurité, et dissimulant mal la peur qu'ils avaient de voir l'opinion publique violentée se révolter contre eux, et le danger est venu du dehors avec la guerre.

Qui sauvera la France, ou du moins qui la défendra? Ne cherchez pas, cette même majorité, ces mêmes français, dont on veut détruire l'idéal religieux et national, sauveront la patrie ou mourront pour elle. Vaincue, mais régénérée dans le sang de ses enfants, la France se relèvera, résolue à reconquérir sa force, que des misérables se sont appliqués à détruire. Victorieuse elle se jettera aux genoux des héros, qui auront combattu en son nom et triomphé pour elle. Et qui sait ce qu'il adviendra alors de la République? La France a

déjà goûté à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, avec la révolution et elle s'est donné l'Empire pour rétablir le Concordat.

Le Concordat n'est pas encore rompu.

Gare à ceux qui le déchireront.

\* \* \*

Si l'alliance franco-russe était "contre-nature", par contre une alliance russo-allemande serait naturelle et logique entre deux peuples autocrates.

Aujourd'hui elle s'impose. L'Allemagne, qui doit l'affermissement de son pouvoir despotique à l'autocratie russe, a toujours pris parti pour le Tsar dans ses luttes pour la répression de l'idée révolutionnaire, implantée dans l'empire de Nicolas avec la chute de Sébastopol. Or les nouvelles défaites de la Russie, suivies de ces manifestations révolutionnaires, qui ont ensanglanté Saint-Petersbourg, Moscou et Varsovie, ont profondément modifié, par contre coup, la condition politique en Allemagne, où la démocratie, longtemps refoulée, s'affirme à cette heure et menace de faire cause commune avec la révolution russe.

La destruction du despotisme russe signifierait donc inévitablement l'effondrement du despotisme prussien et le gouvernement allemand, se rendant compte de l'immense péril, joue des coudes pour se rapprocher de la Russie, insinuant délicatement que la solidarité des principes politiques des deux pays fait d'une alliance une arme puissante contre l'esprit révolutionnaire. C'est donc comme pacifiste que nous apparaît maintenant Guillaume II en Extrême-Orient. Il a voulu la Russie affaiblie, mais il ne l'a veut pas écrasée. Aussi s'emploie-t-il à lui faire obtenir des conditions de paix que la Russie pourrait accepter sans honte, pour s'en faire ensuite une alliée en Europe contre la France et l'Angleterre.

Si la carte du monde doit subir la transformation qu'une guerre universelle nous permet de prévoir, il est excessivement intéressant de suivre l'évolution, que représente un rapprochement russo-allemand, à la veille d'un conflit entre la France et l'Allemagne.

\* \* \*

L'agitation religieuse qu'a soulevée au Canada l'introduction d'une loi fédérale, pourvoyant à la création de deux nouvelles provinces dans les territoires du Nord-Ouest, est entrée dans une nouvelle phase. L'opposition reprend l'offensive et semble disposer de nouvelles munitions, qui tiendront sans doute les forces gouvernementales occupées pour longtemps encore.

En demandant la reconnaissance du français comme langue officielle dans la législature des nouvelles provinces, et en revendiquant pour nos compatriotes le droit aux écoles confessionnelles que leur garantit la loi constitutionnelle de 1867, l'opposition ne se dissimule pas la gravité de la proposition, mais comme il y a dans les rangs des deux partis politiques canadiens des hommes qui croient — et ils le disent — que si les Canadiens-français ont droit à des privilèges, on doit les leur accorder intégralement, et non par miettes, la demande telle que faite est légitime et il est parfaitement du ressort du gouvernement de l'accorder ou de la refuser. Il vaut mieux, du reste, que la question en litige soit posée carrément devant le pays. Jusqu'ici on a eu trop longtemps recours aux subterfuges et aux échappatoires, que la rouerie politique a multipliés à loisir, pour les besoins de la cause. Aujourd'hui, plus moyen d'échapper. Les compromis seraient inutiles et injurieux. Que la députation canadienne-française, à quelque parti politique qu'elle appartienne, se prononce. Que nos compatriotes d'origine anglaise parlent. Le peuple attend d'eux une réponse, qui soit la consécration d'un principe de justice et de liberté, et qui restera enregistrée dans les annales de notre histoire politique, ou elle établira pour toujours le règne odieux de l'arbitraire et du préjugé au Canada.

Dès lors qu'une proposition touche à ce point aux intérêts vitaux de toute une population, elle vaut la peine qu'on s'y arrête et qu'on la défende.

JULES MORNAY.